Commémoration du 16ème anniversaire du "martyr de la démocratie" au Burundi

PANA, 21/10/2009Bujumbura, Burundi - Les Burundais ont commÃ©morÃ© mercredi dans le recueillement, le 16Ã¨me anniversaire de l'assassinat, Ã l'occasion d'un coup d'Etat militaire, de l'ancien prÃ©sident dÃ©mocratiquement Ã©lu, Melchior Ndadaye.L'illustre disparu repose depuis lors au palais du 1er novembre, dans le centre-ville de Bujumbura, oÃ¹ ont eu lieu, en guise de cÃ©rÃ©monies commÃ©moratives, des dÃ©pÃ´ts de gerbes de fleurs par des membres proches de sa famille, ceux du gouvernement et des reprÃ©sentants du corps diplomatique et consulaire, aprÃ¨s une messe de requiem en sa mÃ©moire Ã la cathÃ©drale Regina Mundi de la capitale burundaise.
Le sanglant putsch, de la nuit du 20 au 21 octobre 1993, a Ã©galement emportÃ© une dizaine de ses proches collaborateurs, dont l'ancien prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, Pontien Karibwami, son ex-adjoint, Gilles Bimazubute, et d'autres piliers du rÃ©gime, comme le directeur gÃ©nÃ©ral de la documentation nationale (service prÃ©sidentiel du renseignement) Ã l'Ã©poque des faits, Richard Ndikumwami.Le candidat du Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU) avait pourtant gagnÃ© sans Ã©quivoque la prÃ©sidentielle de 1993 sur un score de 64,79% des suffrages exprimÃ©s face au prÃ©sident sortant, Pierre Buyoya, de l'UnitÃ© pour le progrÃ¨s national (UPRONA, ex-parti unique, 32,47%) et un outsider d'obÃ©dience monarchiste, Pierre Claver Sendegeya (1,44%).Investi solennellement le 10 juillet 1993, le premier prÃ©sident hutu (ethnie majoritaire au Burundi) dÃ©mocratiquement Ã©lu sera sauvagement assassinÃ© par des bÃ©rets rouges de l'armÃ©e dominÃ©e, Ã l'Ã©poque des faits, par la minoritÃ© tutsi, aprÃ¨s seulement 102 jours de pouvoir.Un procÃ¨s a eu lieu mais n'a permis Ã ce jour de punir que de simples exÃ©cutants du putsch, a-t-on encore dÃ©plorÃ© impuissant, mercredi, comme Ã chaque nouvel anniversaire, dans les rangs des compagnons de lutte de feu Ndadaye.Le coup de force aura pour autre consÃ©quence dramatique des massacres Ã caractÃ¨re ethnique ayant fait au moins entre 100.000 et 200.000 morts en trois mois de vacance du pouvoir, selon les estimations des Nations unies.Par ailleurs, le Burundi n'a pas encore fini de rapatrier les centaines de milliers de ses citoyens qui avaient fui Ã l'extÃ©rieur et Ã l'intÃ©rieur du pays l'insÃ©curitÃ© gÃ©nÃ©rÃ©e par le coup d'Etat.En outre, il aura fallu 16 ans pour mettre fin Ã la guerre civil gÃ©nÃ©rÃ©e par le coup d'Etat Ã la faveur d'une sÃ©rie de signatures d'accords de cessez-le- feu entre diffÃ©rents rÃ©gimes se sont succÃ©dÃ©s dans le pays et sept rÃ©bellions qui ont, entre temps, pris les armes pour rÃ©tablir la dÃ©mocratie et la justice pour tous au Burundi.Le retour Ã une vie dÃ©mocratique presque normale a eu lieu en 2005 suite aux premiÃ¨res Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit qui ont souri au conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/forces de dÃ©fense d dÃ©mocratie (CNDD-FDD, ancienne principale rÃ©bellion du pays), Ã peine sortie du maquis.Les secondes Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit sont prÃ©vues dans la premiÃ¨re moitiÃ© de l'annÃ©e 2010.